

Le Déficit de Confiance

Le Manque Troublant de Financement Direct et Flexible des Droits Humains dans les Pays du Sud et de l'Est

Année après année, Human Rights Funders Network (HRFN) et nos partenaires ont documenté des différences marquées dans le nombre, la taille et le type de financements que les militants et institutions des droits humains reçoivent de la part des fondations dans différentes régions. Les organisations basées dans le Nord contrôlent la grande majorité des financements consacrés aux droits humains et déterminent en grande partie les zones géographiques, les problèmes et les communautés prioritaires et financés pour entreprendre des actions en faveur des droits humains dans le monde. Nos résultats montrent qu'un financement limité atteint les communautés menant le changement dans les pays du Sud et de l'Est malgré des preuves solides que «l'organisation autonome», ou l'action de justice sociale menée par les communautés touchées elles-mêmes, génère des changements plus durables et plus pertinents.

Qui a accès et contrôle les financements – y compris les financements flexibles qui laissent aux bénéficiaires le pouvoir de décider comment les utiliser au mieux – a de graves répercussions sur les mouvements de défense des droits humains dans le monde. Dans [ce rapport](#), nous explorons ce que nous appelons le « déficit de confiance » - des disparités régionales importantes dans le financement des droits humains pour les groupes du Sud et de l'Est par rapport à ceux du Nord.

Aperçu du Financement Mondial des Droits Humains (2019)

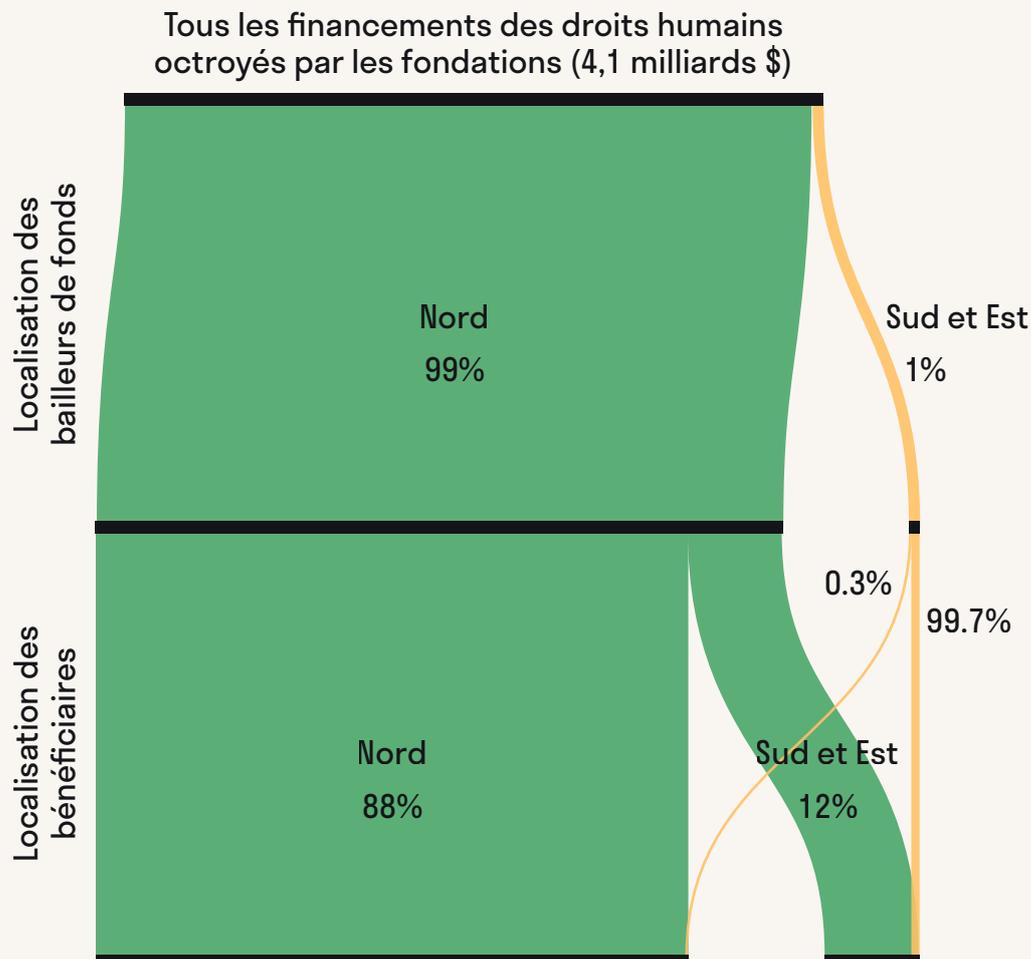


Voici nos principales conclusions :

1. Les fondations du Nord contrôlent 99 % du financement mondial des droits humains et attribuent 88 % de ce financement à des organisations basées dans le Nord. Les 12 % restants des subventions vont à des groupes du Sud et de l’Est.

2. En matière de financement des droits humains pour chaque région, la proportion qui atteint directement le Nord est nettement plus élevée que dans le Sud et l’Est globaux. Seulement 1 % des financements qui profitent aux pays du Nord vont à des organisations en dehors des régions bénéficiaires. En revanche, 36 % des financements qui profitent aux pays du Sud et de l’Est vont à des organisations en dehors des régions bénéficiaires. Par exemple, 40 % des financements destinés au Moyen-Orient et à l’Afrique du Nord vont à des organisations d’autres régions.

99 % du financement des droits humains est accordé par des bailleurs de fonds du Nord, et 88 % de ce financement reste dans le Nord.



3. La partialité et le pouvoir déterminent l'échelle, la flexibilité et le caractère direct des financements. De nombreux acteurs du domaine ont documenté la manière dont la race, le sexe et d'autres formes de pouvoir informent les idées implicites et explicites sur les personnes en qui on peut avoir confiance pour recevoir des financements - en particulier un financement direct, important et flexible. Nos conclusions affirment qu'il existe un manque de confiance dans la philanthropie quant à la manière dont le financement circule à l'échelle mondiale, qui dépasse ce qui serait expliqué par les seules lois et réglementations.

4. Les deux tiers des financements des fondations du Nord au profit du Sud et de l'Est qui ne sont pas accordés directement aux régions bénéficiaires vont plutôt aux OING et ONG basées au Nord. Une partie de ce financement est utilisée pour le plaidoyer au sein du Nord qui a un impact sur le Sud et l'Est, mais une grande partie est utilisée pour des projets très spécifiques aux contextes du Sud et de l'Est.

5. Les financements importants atteignent rarement directement les organisations du Sud et de l'Est qui mènent le changement dans leurs propres contextes. Lorsqu'elles financent des initiatives au profit des pays du Sud et de l'Est, les fondations accordent généralement des financements moins importants aux organisations basées dans les régions bénéficiaires qu'à celles situées en dehors de ces régions. Par exemple, les financements directs octroyés aux bénéficiaires en Asie et dans le Pacifique ou en Amérique latine et dans les Caraïbes sont plus de trois fois et demie inférieures aux financements que les organisations en dehors de ces régions reçoivent pour y travailler.

6. Les organisations des pays du Sud et de l'Est ont considérablement moins accès à un financement flexible. Un tiers des financements pour les initiatives de droits humains axés sur l'Amérique du Nord sont accordées aux bénéficiaires en Amérique du Nord sous forme de soutien flexible, ce qui donne aux bénéficiaires l'autonomie de décider de la meilleure façon d'utiliser le financement pour accomplir leurs missions. En comparaison, seulement un financement sur 10 pour l'Europe de l'Est et l'Asie centrale est accordé directement aux bénéficiaires de la région en tant que soutien flexible.

7. Les fondations locales et régionales dans les pays du Sud et de l'Est jouent un rôle essentiel dans le soutien des mouvements communautaires. Bien qu'elles ne contrôlent que 1 % du financement mondial des droits humains, ces fondations fournissent une expertise et une infrastructure cruciales pour soutenir l'activisme et le plaidoyer de base. La quasi-totalité de leur financement reste

dans les pays du Sud et de l'Est, bénéficiant directement aux communautés qu'elles desservent.

8. Les fonds pour les femmes sont à l'avant-garde de l'octroi direct et flexible de subventions aux organisations du Sud et de l'Est. 92 % des fonds pour les femmes du Nord financent directement des organisations dans les pays du Sud et de l'Est et la moitié de leur financement direct est flexible. C'est plus que tout autre type de bailleur de fonds. Parmi les bailleurs de fonds basés dans les pays du Sud et de l'Est, les fonds pour les femmes offrent également un financement plus flexible que tout autre type de bailleurs de fonds.

9. Notre domaine ne changera pas si nous ne nous attaquons pas aux préjugés, n'assurons pas un changement de pouvoir et ne comblons pas le déficit de confiance qui existe au sein de la philanthropie. Il y a de l'espoir. Un nombre croissant de bailleurs de fonds et de mouvements s'efforcent de redéfinir les relations de financement par le biais de financements participatifs, de fonds dirigés par des mouvements et de modèles de financement directs et flexibles. D'autres encore se penchent sur le changement systémique nécessaire pour lutter véritablement contre l'héritage de richesse, d'inégalité et de pouvoir qui sous-tend la philanthropie. Ce n'est que par ce type de réflexion, de coordination et d'action que nous pouvons construire un écosystème de financement qui centre la confiance et transfère le pouvoir aux organisations et aux mouvements de première ligne.

Rejoignez le réseau mondial de HRFN où vous pouvez rencontrer des pairs, poser des questions, partager des données sur les financements et élaborer des stratégies avec une communauté sur la manière de transférer les ressources et le pouvoir vers ceux que sont les plus touchés par l'injustice et les inégalités.



Site Internet de HRFN



Bulletin de HRFN

¹ Nous menons nos recherches sur la promotion des droits humains en partenariat avec Candid, Ariadne – European Funders for Social Change and Human Rights, et Prospera – International Network of Women's Funds.

² Pour cette analyse, le Nord comprend l'Europe occidentale, l'Australie, le Canada, le Japon, la Nouvelle-Zélande et les États-Unis et le Sud et l'Est incluent tous les autres pays. Nous reconnaissons que ces termes ne sont pas parfaits, que des termes différents sont utilisés pour définir des groupes et des zones géographiques (par exemple « majorité mondiale », « monde majoritaire »), et que ce langage est souvent façonné par les mêmes dynamiques de pouvoir inégales que celles que nos recherches s'efforcent de mettre en évidence. Au sein de HRFN, nous réfléchissons à l'opportunité et à la manière d'ajuster la terminologie que nous utilisons.

³ Nous utilisons les termes « flexible » et « sans restrictions » de manière interchangeable dans ce rapport pour désigner les financements qui donnent aux bénéficiaires un pouvoir discrétionnaire sur la manière d'utiliser les fonds. Cela inclut les financements que les fondations décrivent comme un soutien général, un fonctionnement général, une mission générale, une contribution caritative sans restrictions, pouvoir discrétionnaire et termes similaires.